



Cahier numéro un de l'édition n° 2830 du 31 janvier au 6 février 2019

VENEZUELA L'INTERVIEW VÉRITÉ DU RIVAL DE MADURO P. 42

AFR. CFA 3800 F CFA ALE 400 DA ALL 5,90 € AND 5,50 € AUT 5,90 € BELG 5,30 € CAN 8,95 SCAN DOM 5,30 € ESP 5,50 € GR 4,80 € GRCE 5,50 € ITA 5,50 € LUX 5,50 € LIB 9500 LBP MAH 45 DH PAYS-BAS 5,80 € PORT CONT 5,50 € SUI 720 CHF TOM 950 XPF TUNISE 6,00 DT

L'OB



LAURENT BERGER POURQUOI MACRON DOIT L'ÉCOUTER

*Portrait total
du leader de la CFDT*

P. 22





L'HOMME

**QUE
MACRON
DOIT
ÉCOUTER**

En pleine crise des "gilets jaunes", la voix de Laurent Berger résonne comme la plus constante. Pourquoi le chef de l'Etat dédaigne-t-il le leader de la CFDT? Portrait d'un modéré qui porte les valeurs de la gauche sociale-démocrate

*Par SOPHIE FAY
et BAPTISTE LEGRAND
Photos ÉRIC GARAUZ*

**SES DATES**

1968 Naissance à Guérande, en Loire-Atlantique. Son père est soudeur sur les chantiers navals de Saint-Nazaire.
1991 Adhère à la CFDT.
1995 Salarie d'une association d'insertion par l'emploi.
1996 Permanent de l'union locale de Saint-Nazaire.
2003 Secrétaire général de l'union Pays de la Loire.
2012 Succède à François Chérèque à la tête de la CFDT.
2018 Réélu lors du congrès de Rennes.



est l'histoire d'un homme toujours en contrôle. Très sérieux et plutôt avare de confidences. Quand Laurent Berger, 50 ans, se met à nous raconter tout à trac qu'il était le plus fragile de la fratrie, l'enfant qui parlait le moins, celui que sa mère, auxiliaire de puériculture, a dû couvrir un peu plus que les autres, on tend l'oreille.

A l'écouter, il doit tout – y compris sa maîtrise d'histoire – à la bienveillance et au soutien d'une famille ouvrière soudée, très vite relayée par ses copains de la JOC – la Jeunesse ouvrière chrétienne – qui lui ont fait passer sa timidité et donné le pied militant. Il est tout le contraire du fort en thème à qui tout réussit sans effort et que les profs n'oublient jamais (suivez son regard...). Il est ce petit gars qui s'est construit, année après année, porté par « le collectif » et tiré par un mentor à la carrure de rugbyman, François Chérèque, auquel il a succédé à la tête de la CFDT en 2012. Laurent Berger en a fait le premier syndicat de France. Il n'a qu'un regret : ne pas avoir pu partager sa fierté avec son guide, qui a été terrassé par une leucémie en janvier 2017.

Sa manière de parler, pondérée, le démarque des grandes gueules du syndicalisme et l'a longtemps empêché de se faire connaître du grand public. Aujourd'hui,

alors que le pays est retourné par le mouvement des « gilets jaunes », c'est l'inverse qui se produit. Sa voix résonne comme la plus constante, sincère et raisonnable. La revanche du modéré. « Ça me remonte le moral de lire ou d'écouter ses interviews, s'exclame une ancienne dirigeante de la CFDT. Je me dis : enfin une parole sensée ! » La seule – ou presque – audible à gauche.

C'est en 2003 que François Chérèque l'a repéré. « Vous aurez remarqué que nous avons tous les deux des problèmes d'élocution », sourit Laurent Berger, qui assume une diction un peu pâteuse, malgré les séances de médiatraining et les conseils amicaux du journaliste Claude Sérillon. Le courant est tout de suite passé entre l'ex-deuxième ligne de rugby, costaud et barbu, et le joueur de foot, supporter du FC Nantes, plus petit et déjà un peu dégarni. Ils ont beaucoup en commun. Chérèque le dyslexique se bat avec les phrases. Berger le réservé n'a jamais aimé faire ses devoirs et procrastine encore aujourd'hui avant un test d'anglais (il sera bientôt président de la Confédération européenne des

Syndicats). Chérèque à l'est – en Meurthe-et-Moselle – et Berger à l'ouest – Saint-Nazaire – sont tous deux issus de familles catholiques engagées à la CFDT. Le père de Laurent, soudeur aux Chantiers de l'Atlantique, aujourd'hui retraité, est toujours militant. Sa mère aussi. Devenu pion, puis conseiller en insertion, le fiston a marché dans leurs pas. A l'époque de sa rencontre avec Chérèque, la CFDT avait soutenu la réforme des retraites du gouvernement Raffarin, au grand dam de son aile gauche, très remontée. Le Nazairien, jeune secrétaire général de l'Union régionale des Pays de la Loire, n'était pas de ceux-là. Il mouillait sa chemise pour défendre la position de la maison. Chérèque l'a fait venir à Paris.

LE SYNDICAT ET LES INTELLOS

Depuis, Laurent Berger note tout sur des carnets noirs en moleskine. « J'en ai toujours un avec moi, même en vacances. » Un jour, ils seront versés aux archives de la centrale, installée dans un immeuble froid des années 1980, au cœur du quartier chinois de Belleville, dans le nord de Paris. Il a pris goût à la lecture sur le tard, poussé par Chérèque encore, fidèle à la tradition intellectuelle de la CFDT d'Edmond Maire. Le syndicat a toujours entretenu le compagnonnage avec les intellos. Pierre Rosanvallon, bien sûr, le théoricien de l'autogestion, de la deuxième gauche et de la démocratie au XXI^e siècle. Ou l'ami sociologue Michel Wieviorka. Ou encore Thierry Pech, un proche de Chérèque, qui dirige aujourd'hui le club de réflexion Terra Nova... Mais ne comptez pas sur Berger pour le *name dropping* : il est plutôt du genre à buter sur le patronyme des stars de librairie. Les jeunes intellos de la CFDT lui organisent des dîners informels Chez Elmer ou au Tintilou, des restos sans prétention de l'Est parisien. Avec Eric Fottorino, le journaliste fondateur du « I » – hebdo auquel Berger est abonné – et Julia Cagé, spécialiste de l'économie de la presse, pour parler de médias. Ou bien pour discuter de la démocratie à l'heure de Facebook, avec le sociologue Dominique Cardon, le petit génie des algorithmes Paul Duan, et les représentants d'Emmaüs Connect... « Laurent incarne pour moi le meilleur de la tradition du mouvement ouvrier : il est à l'opposé de l'anti-intellectualisme que l'on rencontre dans d'autres mouvances », témoigne Michel Wieviorka qui pour rien au monde n'aurait manqué le dernier congrès de la CFDT, en juin à Rennes, où Berger a été réélu triomphalement.

“TROIS BOMBES À RETARDEMENT”

Extérieurement, il est tout aussi sage : chemise blanche impeccable, costume gris, presque jamais de cravate. « Vous n'allez pas encore me décrire comme un mec lisse, hyper sérieux ! », s'anime-t-il. Il sort son téléphone pour donner le numéro de portable de deux de ses copains, des militants qui pourront « vous offrir une autre image ». A ses risques et périls... En rigolant, ceux-ci racontent effectivement un potache, amateur de bières et de farces un peu nazes (exemple : verser un peu d'eau sur les chaises en plastique qui meublent toutes les salles syndicales...). Mais il n'est plus tout à fait ce joyeux drille des Pays de la Loire. Pas forcément



Avec François Chérèque après une réunion à l'hôtel Matignon, en novembre 2012.



Laurent Berger à Paris, le 21 janvier.

embourgeoisé, mais un peu « parisiannisé ». Surtout depuis son coup de foudre pour Mireille Le Corre, la conseillère sociale du Premier ministre Jean-Marc Ayrault, une énarque, maître des requêtes au Conseil d'Etat, crème de la crème de la fonction publique. Ils se sont mariés et forment une famille recomposée de six enfants (dont leur bébé de 6 mois). « Mireille est comme lui, elle vient d'un milieu populaire, des Pays de la Loire, elle est simple et pas du tout mondaine », note une de leurs connaissances. Ensemble, ils aiment aller voir les pièces de théâtre d'Alexis Michalik (« Edmond », « le Porteur d'histoire »...).

Quand, pour lui faire plaisir, Laurent Berger a voulu prendre des places à l'Odéon, le temple des intellos parisiens, il s'est retrouvé avec des billets pour l'Odéon... de Lyon. Il n'est pas encore prêt pour intégrer l'establishment et il s'en moque bien. Retournera-t-il à Nantes le jour où il quittera la CFDT ? Le sujet de sa succession n'est pas sur la table, balaie-t-il d'un geste sec, sourcils froncés. Et puis, du moment qu'il peut aller se ressourcer de temps en temps à l'île de Sein, il se sent bien à Paris.

Surtout, il se sent utile. Qui d'autre, en ces temps agités, fait vivre les idées progressistes, porte la voix du compromis social, du vivre-ensemble ? Une tonalité qu'on n'entend plus beaucoup, même à gauche. « C'est la seule voix authentiquement sociale-démocrate », juge Michel Sapin. « Un repère moral » pour Thierry Pech. Depuis longtemps, Berger est inquiet pour son pays. Dès septembre, il prévenait : « Il y a trois bombes à retardement en France : la bombe écologique, la bombe des inégalités, celles dont parlent les "gilets jaunes", mais aussi les discriminations à l'emploi des jeunes des quartiers, et enfin, conséquence des deux premières, la fatigue démocratique. » Il y a quelques mois, en entendant monter le ressentiment contre le gouvernement dans les rangs de la CFDT, il disait aussi : « Si on nous piètine, si on ne nous écoute pas, il ne faudra pas venir nous chercher quand ça va péter. » Prémonitoire.

623000 ADHÉRENTS

« Comme François Chérèque, il rencontre chaque semaine des équipes locales de la CFDT », rapporte Véronique Descacq, son ancienne numéro 2. Ce matinal enchaîne les visites à la CAF de Nice, à l'hôpital de Nevers, chez Framatome en Saône-et-Loire, dans une école privée à Toureouing, dans un Ehpad du Maine-et-Loire, à la SNCF à Saint-Denis, chez Amundi, filiale du Crédit agricole à Paris... « Il prend le temps de comprendre le modèle économique du secteur et de l'entreprise. Il sent le pouls économique et social du pays comme personne », poursuit-elle. « Pour moi, c'est une respiration », explique Berger, qui ne veut pas se laisser enfermer dans son bureau du 3^e étage, au milieu des tikis de Polynésie ou des totems de Nouvelle-Calédonie, souvenirs légués par François Chérèque. On essaie d'avoir un regard lucide sur la société. » « On » ? Il évite toujours le « je », comme un reste de timidité.

Ce contact avec le terrain et avec les 623 000 adhérents de la CFDT (bien plus nombreux que les « gilets jaunes » ou les membres du Parti socialiste !), c'est sans doute ce qui lui a permis d'être si percutant dans l'analyse de la crise. Dès novembre, il trouve le bon équilibre entre empathie avec les Français en colère et vigilance sur les risques de dérives factieuses. « Je ne supporte pas qu'on impose à quelqu'un d'exhiber un gilet jaune pour passer un rond-point. C'est contraire à ma conception de la liberté », ►►



Le 10 décembre, le syndicaliste rencontrait le président de la République avec des représentants politiques et les partenaires sociaux.

ronchonnet-il. A la CFDT, tranche-t-il, les valeurs démocratiques ne se négocient pas. La violence n'est pas acceptable. Peu amène avec le gouvernement, il se garde donc d'adopter une ligne revancharde ou boudeuse. Pas question de jouer les pyromanes en appelant, comme le fait la CGT, à une grève générale le 5 février. Dès novembre, il a tendu la main, en proposant un « Grenelle du pouvoir de vivre ». Mais à la surprise générale, le Premier ministre, au 20-heures du 18 novembre, lendemain du samedi noir sur les Champs-Élysées, a littéralement balayé l'idée d'un revers de main. « Moi, je n'ai de mépris pour personne », répète Laurent Berger, qui avoue avoir « halluciné » en regardant Edouard Philippe. Une maladie de forme plus qu'un problème de fond, aurait plaidé Matignon. Depuis, les deux hommes s'en sont expliqués. Berger apprécie chez Philippe les réflexes d' élu local qui comprend la pauvreté, le mal-logement... Autant de sujets qui ne font pas tilt quand il en discute avec Emmanuel Macron. En attendant un signe du gou-

vernement, Berger se fait entendre par d'autres canaux. Le groupe LREM à l'Assemblée nationale l'a reçu en guest-star pour sa réunion de rentrée le 14 janvier. Plus de 200 députés l'entouraient dans la galerie des fêtes de l'hôtel de Lassay. Une leçon magistrale si l'on en croit Jean-Baptiste Djebbari, élu dans la Haute-Vienne, qui a beaucoup travaillé avec la CFDT et l'Unsa sur la réforme ferroviaire. Du discours de Berger, il retient cette phrase : « On ne gouverne pas le peuple avec une règle budgétaire. » Il plaisante : « Il a été tellement applaudi qu'on aurait pu penser que le groupe avait monté une section syndicale CFDT! » Comme le président du groupe Gilles Legendre ou le nouveau patron de La République en Marche Stanislas Guerini, il pousse pour que le gouvernement s'appuie davantage sur ce partenaire « pas complaisant mais constructif ». Les libéraux de la majorité, à l'image de Sébastien Maillard ou Olivia Grégoire, sont plus réservés. Comme Emmanuel Macron, agacé qu'on lui rebatte les oreilles avec Laurent Berger. « Si la CFDT avait fait son boulot, on ne serait pas là », lâche-t-il parfois. Réponse du Berger à la bergère : « Si la CFDT n'avait pas fait le job, on serait dans une situation bien plus grave! » Le syndicaliste met en garde contre une pratique trop verticale du pouvoir, « une forme de populisme light », pas du tout à son goût.

En 1996, à l'époque où il devient permanent de l'union locale de Saint-Nazaire.



LA GRANDE FAMILLE DES ONG

Pour agir, Laurent Berger s'appuie aussi sur la grande famille des ONG. Toujours l'obsession du collectif. « Ensemble nous avons plus de chances d'être écoutés », salue Véronique Fayet, présidente du Secours catholique. Le gouvernement l'a bien compris pour la préparation du grand plan anti-pauvreté présenté en septembre : il s'est appuyé sur les associations – ATD Quart Monde, la Ligue de l'enseignement, France terre d'asile, la Fondation Abbé-Pierre – mais aussi sur la CFDT. « Nous faisons avec eux des points d'étape



plusieurs fois par mois sur la mise en œuvre, note Olivier Noblecourt, délégué interministériel à la prévention et à la lutte contre la pauvreté. *Laurent est un partenaire exigeant.* » Exigeant mais pas toujours entendu. Sur la loi asile et immigration, malgré tout le poids de la CFDT et d'une dizaine d'ONG, Emmanuel Macron a à peine bougé.

Il faut donc être toujours plus fort. Berger veut préparer le syndicalisme réformiste du XXI^e siècle. Il l'a dit et répété : « *Les syndicats sont mortels.* » Comme les partis politiques. Peut-on imaginer qu'ils resteront une dizaine en France alors que nos voisins ne comptent souvent que deux grandes formations ? La CFDT, la CFTC d'inspiration chrétienne, et l'Unsa très implantée dans la fonction publique, travaillent souvent main dans la main. Avant Noël, leurs leaders respectifs – Philippe Louis, Luc Bérille et Laurent Berger – se sont encore retrouvés pour un discret séminaire de travail organisé par Gilles Finchelstein à la Fondation Jean-Jaurès sur les « gilets jaunes ». « *Nous sommes la même famille. Ensemble, nous pouvons être trois fois plus forts, trois fois plus tenaces et trois fois plus persuasifs* », souligne Berger. Ils ont déjà créé Places de la République avec une quinzaine d'associations. Ce collectif va lui aussi faire vivre le grand débat. Et tant pis si cette stratégie réveille

UNE POSITION COURAGEUSE

« Nous avons un devoir moral, un devoir de valeurs, celui de faire face à la détresse humaine. » C'était il y a tout juste un an. Au moment où la majorité commençait à plancher sur la loi asile et immigration, Laurent Berger prenait position avec force – notamment dans « PObs » – contre un projet qu'il jugeait déséquilibré ; « Nous ne devons pas perdre notre âme. » Macron n'a pas apprécié. Qu'importe, Berger persiste et signe. Et lorsque le président met l'immigration au menu de son grand débat national, il proteste de plus belle.

les critiques de la gauche radicale, prompt à qualifier la CFDT d'« idiot utile du gouvernement ».

Le président de la République l'écouterait-il ? Les deux hommes ne se sont pas parlé depuis que les partenaires sociaux ont été reçus à l'Élysée, le 10 décembre. Déroutant pour Laurent Berger, qui s'était habitué sous le quinquennat précédent à être constamment consulté par le chef de l'État. « *François Hollande comptait plus sur la CFDT, ses leaders et sa créativité, que sur le Parti socialiste. A ce point, c'était inédit. Ce nouveau président est différent* », constate Philippe Grangeon, adhérent de la CFDT depuis 1994 et membre fondateur d'En Marche ! aujourd'hui conseiller spécial à l'Élysée. Macron a toujours été clair : aux syndicats la négociation dans l'entreprise ; aux

élus politiques la définition de l'intérêt général. Sera-t-il plus souple après la crise des « gilets jaunes » ? Philippe Grangeon, à qui échoit la tâche compliquée de rapprocher les deux hommes, en est convaincu. « *Le président doit dissiper les malentendus. Il est largement décidé à le faire.* » Il trouvera une oreille attentive. « *Berger ne se détermine pas par rapport à qui, mais par rapport à quoi* », assure Gilles Finchelstein. Sur-tout, renchérit Olivier Noblecourt, il est convaincu qu'on ne peut pas faire le pari de l'échec. ■



LE DÉBAT BERGER/PÉNICAUD

**COMMENT CHANGER
NOTRE MODÈLE SOCIAL ?**

Pour "l'Obs", le leader de la CFDT et la ministre du Travail ont croisé le fer sur la crise des "gilets jaunes", la réforme du travail et celle de l'assurance-chômage

*Propos recueillis par SOPHIE FAY et BAPTISTE LEGRAND
Photo ÉRIC GARAUULT*

Muriel Pénicaud, gardez-vous votre cap ou bien la crise des « gilets jaunes » vous a-t-elle amenée à reconsidérer certaines mesures ?

M. P. Le cap est légitime puisqu'il est issu d'un programme pour lequel le président, puis une majorité de députés, ont été élus démocratiquement. Sur de nombreux points, ce programme contient des réponses qui s'attaquent à la racine des problèmes. Par exemple, notre action en faveur de l'éducation, de la formation, de l'apprentissage, doit permettre de favoriser l'émancipation et de retrouver un espoir. Mais il y a des points sur lesquels nous devons accélérer. L'augmentation de la prime d'activité devait être étalée sur quatre ans, nous la faisons en un an. Sur d'autres sujets comme la mobilité et l'accompagnement social de la transition écologique, on peut et on va faire mieux. Il y a un télescopage entre le temps nécessaire pour ces réformes et l'impatience que l'on comprend pour rendre les solutions concrètes et tangibles. La crise que nous vivons montre que pour com-





pléter la démocratie représentative, colonne vertébrale de notre république, nous avons besoin de la démocratie participative, qui permet aux citoyens de donner leur avis au fil de l'eau, et de la démocratie sociale, que font vivre partenaires sociaux et associations.

Les syndicats sont eux aussi ébranlés. Laurent Berger, quelle est votre lecture de cette crise ?

L. B. La défiance n'est pas nouvelle, mais elle bouscule tout le monde: politiques, syndicats, médias... Chaque institution doit donc s'interroger. Le mouvement des « gilets jaunes » est moins puissant, en termes de nombre, qu'une manifestation syndicale. Mais il est populaire, et parce que des gens violents y participent, il a reçu une réponse que nous n'avions pas eue, alors que nous avions pourtant fait remonter nombre de revendications. C'est le résultat d'une vision prônant un rapport direct entre le politique et le peuple. Et c'est très dangereux. J'insiste: sans les corps intermédiaires, qui sont des citoyens qui s'organisent entre eux, il est difficile de délibérer, de hiérarchiser les revendications, de s'engager pour trouver des solutions. Le risque serait de vouloir repartir dans un rapport direct du président avec le peuple. La démocratie sociale est parfois fatigante, parce qu'un compromis est toujours plus difficile à atteindre qu'une décision prise par quelques-uns et imposée aux autres. Mais elle est plus efficace.

Faut-il craindre cette relation directe avec le peuple, Muriel Pénicaud ?

M. P. Je ne le crois pas. La démocratie sociale, elle existe. Sur l'égalité femmes-hommes, par exemple, nous avons travaillé avec les partenaires sociaux (voir encadré p. 30). Débattre, acter les divergences et les convergences, trouver des solutions nouvelles, nous voulons aussi que cela se passe dans les entreprises. Les ordonnances organisent cette décentralisation.

L. B. La volonté de ne pas être dans un rapport direct se mesurera à une chose très simple: est-ce qu'à un moment donné on va travailler sur les remontées du terrain avec les organisations syndicales, patronales, associatives ? Oui, sur l'égalité femmes-hommes, il y a eu une vraie écoute. Mais les ordonnances ont fait stagner, voire reculer le dialogue social. Aujourd'hui, les entreprises s'en saisissent surtout pour diminuer le nombre d'élus des salariés.

Les ordonnances ont-elles fait reculer le dialogue social ?

M. P. J'ai une vision différente. Les ordonnances ont porté un changement culturel qui favorise une logique plus contractuelle, comme le réclamait la CFDT. Il y a désormais plus de grain à moudre dans les entreprises: dans le nouveau comité social et économique (le CSE, qui remplace à la fois le comité d'entreprise, le CHSCT et les délégués du personnel, NDLR), on parle de la marche des affaires, de l'organisation du travail, du recrutement, des salaires...

L. B. C'est une vision idyllique très éloignée de la réalité. Chez Conforama, par exemple, il y a presque 200 magasins. Avant, il y avait des délégués du personnel dans chacun d'entre eux, demain il y aura 16 CSE et aucun représentant de proximité.

Plusieurs décisions prud'homales ont cassé l'un des points majeurs des ordonnances: le plafond instauré sur les indemnités de licenciement. Est-ce un désaveu, Muriel Pénicaud ?

M. P. Le Conseil constitutionnel a jugé le plafonnement des indemnités conforme à la Constitution. Le Conseil d'Etat a considéré que le plafonnement respectait les engagements internationaux de la France. Les décisions que vous évoquez ne « cassent » rien. Je ne suis pas inquiète. Cela va se mettre en place. C'est nouveau.

L. B. C'est nouveau, mais c'est injuste, et la CFDT l'a toujours combattu. Je rappelle qu'on parle de licenciements abusifs et donc de réparation d'un préjudice.

Nous sommes en plein bras de fer sur la réforme de l'assurance-chômage. Que veut le gouvernement ? Faire des économies ?

M. P. La réforme a d'abord pour but d'inciter au retour à l'emploi. Le travail doit payer plus que toute autre situation. Nous souhaitons aussi responsabiliser les employeurs sur l'excès d'utilisation des contrats courts. Je vous rappelle que 9 embauches sur 10 ont lieu en contrat court, que 90% des CDD durent trois mois.

“LE TRAVAIL DOIT PAYER PLUS QUE TOUTE AUTRE SITUATION.”

MURIEL PÉNICAUD



ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES : LE SATISFECIT

On a entendu tant de promesses sur l'égalité salariale entre les femmes et les hommes... En quoi la dernière réforme sera-t-elle différente des précédentes ?

L. B. Nous allons mesurer l'engagement réel d'une entreprise à travers un index qui prendra en compte les écarts de salaire ou encore l'accès des femmes aux responsabilités. Les entreprises qui ne se corrigent pas seront sanctionnées. Je ne valide pas tout ce qui s'est fait depuis le début de ce quinquennat, loin de là, mais voilà une démarche qui pourrait inspirer sur d'autres sujets,

comme la lutte contre les discriminations. **M. P.** Cela fait quarante-six ans que la loi dit : à travail égal, salaire égal. Et quarante-six ans que ce n'est pas respecté ! Il y a encore 9% d'écart à travail égal, et même 37% sur les retraites. On donne trois ans aux entreprises pour se mettre en conformité, faute de quoi elles pourront être sanctionnées à hauteur de 1% de la masse salariale. Les entreprises de plus de 1 000 salariés devront rendre publiques leurs données le 1^{er} mars. Pour la Journée de la Femme, le 8 mars, nous aurons donc à discuter de quelques cas intéressants.

"LE CHÔMAGE, CE N'EST PAS SE FAIRE DU GRAS. C'EST EN PRENDRE PLEIN LA GUEULE."

LAURENT BERGER

► ou moins. Et 30%, une journée ou quelques heures. Cela touche des personnes indemnisées par l'assurance-chômage que l'employeur appelle en leur disant : vous pouvez venir demain ? Certains employeurs en font un système de gestion, bien au-delà de la flexibilité nécessaire.

L. B. Vous demandez si la négociation se fait sous pression budgétaire. La réponse est oui : 3,8 milliards d'euros d'économies sont demandées sur trois ans. Impossible sans qu'il y ait moins d'indemnités à la fin du mois, et pour la CFDT, c'est hors de question ! La reprise est très fragile, avec toujours un fort chômage de longue durée. On a donc toujours besoin d'un filet de sécurité. Et ne croyez pas que ce filet soit doré : l'indemnisation moyenne dans notre pays, c'est 1 020 euros. 95% des gens sont indemnisés à moins de 2 000 euros.

M. P. Le système porte 35 milliards d'euros de dette. Il faut qu'il soit plus solide avant la prochaine crise. Il faut lutter contre la précarité excessive, d'autant plus qu'elle coûte cher au régime, 8 milliards de déficit par an. On peut donc avoir une réforme vertueuse. L'assurance-chômage est un filet de sécurité essentiel.

L. B. Il faut corriger ce qui incite les entreprises à se servir de l'assurance-chômage comme d'une caisse de flexibilité, c'est une évidence. Nous proposons depuis longtemps, à la CFDT, des cotisations dégressives, plutôt élevées le premier mois de contrat, et qui diminuent ensuite petit à petit.

Mais le patronat refuse catégoriquement toute forme de bonus malus...

L. B. Oui, et son obstination risque de faire échouer la négociation ! Les organisations patronales ont annoncé en début de semaine qu'elles suspendaient leur parti-

cipation à la négociation. Cette décision unilatérale somme comme une fin de non-recevoir du patronat à la nécessaire responsabilisation des employeurs dans la lutte contre le recours abusif aux contrats courts. Si les délégations patronales ne reviennent pas avec des mesures concrètes, elles porteront seules la responsabilité de l'échec de la négociation.

Y a-t-il des cas où les gens gagnent plus au chômage qu'en activité ?

L. B. Les gens indemnisés par l'assurance-chômage ne peuvent pas gagner plus que ce qu'ils touchaient lorsqu'ils travaillaient. Ce n'est pas possible.

M. P. Si. Le mode de calcul de l'indemnité chômage fait que les indemnités peuvent être supérieures à la moyenne de ce qu'on a gagné pendant la période de calcul des droits. C'est minoritaire mais c'est tout de même 20% des demandeurs d'emploi. Ces situations interrogent et créent des problèmes d'équité. Par exemple, une personne à mi-temps, au smic, est moins bien indemnisée qu'une personne qui a un contrat de deux semaines et s'arrête deux semaines. Le premier va gagner 740 euros, le deuxième 960 euros, et pourtant, les deux personnes ont travaillé la même quantité d'heures au même salaire horaire.

L. B. Dans le secteur médico-social ou dans l'hôtellerie-restauration, certains patrons abusent de ce système. Mais en dehors de ces secteurs, les demandeurs d'emploi ne savent pas de quoi sera fait le prochain mois. Le chômage, ce n'est pas se faire du gras. C'est en prendre plein la gueule. Aujourd'hui, 70% des gens qui cumulent un travail et une allocation chômage ont moins que le smic. Les gens qui profiteraient de cette règle et qui seraient riches, ça n'existe pas !

Le chômage structurel (celui qui ne baisse pas quand la croissance repart) est évalué entre 7 et 9%. Comment s'y attaque-t-on ?

M. P. Le chômage est passé de 9,7% à 9,1% avec des disparités fortes : 3,3% pour les cadres, 6% pour les personnes qualifiées, 18% pour les non-qualifiées. Le sujet le plus important, c'est donc celui des compétences. C'est l'objet du Plan d'investissement dans les compétences, de la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel, de la réforme de l'apprentissage. Une entreprise sur deux dit avoir des difficultés de recrutement. On ne peut pas avoir plus de 300 000 offres d'emploi non pourvues et un tel taux de chômage ! En outre, les métiers se transforment, les besoins changent. Ainsi, 80 000 emplois sont à pourvoir dans le numérique. Nous devons aussi penser aux plus vulnérables. On ne résoudra pas les problèmes de compétences si on ne va pas chercher les seniors, les personnes en situation de handicap, les jeunes de quartiers prioritaires de la ville... C'est contraire à nos valeurs républicaines.

L. B. Sur les grands axes, nous sommes d'accord. Mais quant aux emplois non pourvus, il faut tout de même se poser la question de leur qualité : quand vous vous dites, à propos d'un emploi, « c'est bien pour les autres mais je n'en voudrais pas pour mes gosses », il y a un problème ! ■



L'OPINION

L'étoile de Berger

Par DOMINIQUE NORA



Pourquoi faire notre couverture sur Laurent Berger? L'homme n'est pas connu du grand public ; il n'est pas spécialement bon orateur ; ni hyper charismatique. Depuis plus de six ans, le secrétaire général de la CFDT creusait méthodiquement son sillon de dirigeant syndical. En professionnel aguerrri, il défendait les intérêts des travailleurs face aux représentants du patronat et de l'Etat. Il animait la démocratie sociale, et faisait grandir sa confédération... devenue, en décembre dernier, le premier syndicat de France.

Par ces temps de radicalisation tous azimuts, faire tranquillement triompher une organisation réformiste en échappant au « dédagisme » est un exploit en soi. Alors que la CGT reste fossilisée et que FO a perdu son chemin, la CFDT, ancrée dans le réel et misant sur le collectif, a su évoluer avec son temps. Et mieux prendre en compte les problématiques des femmes, des immigrés, ou du nouveau prolétariat des plateformes numériques.

Laurent Berger a lui aussi changé. Héritier de la Jeunesse ouvrière chrétienne, il a pris, ces derniers mois, une autre envergure, politique au bon sens du terme. Comblant partiellement le vide d'une gauche sociale-démocrate orpheline. En janvier 2018 déjà, dans nos colonnes, le secrétaire général de la CFDT avait appelé l'exécutif à accueillir les migrants plus dignement au nom d'un « *devoir moral, un devoir de valeurs, celui de faire face à la détresse humaine* ». Mais c'est à l'occasion du mouvement des « gilets jaunes » qu'il a révélé sa véritable stature de leader. Car dans le désarroi qui règne depuis le démarrage de cette contestation protéiforme, Laurent Berger tient son cap humaniste, avec la ténacité des modestes.

Tandis que les responsables politiques de gauche restent inaudibles (PS) ou se livrent à des surenchères démagogiques

LE LEADER DE LA CFDT A PRIS UNE ENVERGURE POLITIQUE, COMBLANT PARTIELLEMENT LE VIDE D'UNE GAUCHE SOCIALE-DÉMOCRATE ORPHELINE.

(La France insoumise), le syndicaliste rappelle avec constance les valeurs de la gauche sociale et progressiste. Oui, il faut qu'Emmanuel Macron renonce à un mode de gouvernance verticale qui « *a accéléré* », selon Laurent Berger, la colère sociale. Oui, il doit « *partager le pouvoir* » avec la société civile, s'ouvrir aux syndicats, ONG, associations, entendre la parole des citoyens.

Et l'évolution de la crise donne raison au patron de la CFDT. Car même si le gouvernement a balayé sa proposition d'organiser un « Grenelle du pouvoir de vivre », Emmanuel Macron devra bien – s'il veut s'en sortir par le haut – établir la justice fiscale, mieux répartir les richesses, gérer la transition écologique, rendre la démocratie plus participative.

Ce serait dans l'esprit de la deuxième gauche dont Laurent Berger, fils spirituel d'Edmond Maire, est le digne héritier. Une gauche « *décentralisatrice, régionaliste, héritière de la tradition autogestionnaire, qui prend en compte les démarches participatives des citoyens* », comme la décrivait Michel Rocard en 1977 au congrès de Nantes du PS.

Au-delà des éléments de doctrine qui évoluent, cette gauche-là – qui est aussi celle de « l'Obs » – est surtout définie par des valeurs : intégrité, rigueur, vérité, modernité, inventivité, générosité. Et par une méthode qui articule action politique et sociale : partir du réel, négocier, donner du sens, parler vrai, agir juste. Pour rendre efficace le grand débat qu'il s'est résolu à lancer, Emmanuel Macron doit écouter Laurent Berger, car c'est précisément cette « ingénierie du dialogue » et ce talent pour la coconstruction qui lui font cruellement défaut.

D. N.



JACQUES JULLIARD

'MA CFDT'

Le 11 décembre dernier, quand j'ai appris que la CFDT était devenue officiellement le premier syndicat français, je vous avoue avoir pleuré de joie. C'était notre ambition: dès les lendemains de la Libération, ce que nous appelions « déconfessionnalisation », c'est-à-dire le renoncement à l'épithète de « chrétien », avait pour but de faire de la CFDT une organisation démocratique ouverte à tous les travailleurs. Nous étions devenus, selon nos statuts, auxquels j'avais contribué, un syndicat se réclamant des différentes formes de l'humanisme, dont « l'humanisme chrétien ».

Quels étaient alors nos combats? Œuvrer en cette fin du gaullisme pour un « socialisme démocratique », expression dans laquelle les communistes orthodoxes voyaient à juste titre un vivant reproche à l'égard du socialisme « réel ».

Longtemps éditorialiste au "Nouvel Observateur", l'historien revient sur les ambitions et les valeurs originelles du syndicat réformiste qu'il a cofondé

Propos recueillis par NATACHA TATU

Deux visions s'affrontaient. Celle défendue par Edmond Maire mais aussi Michel Rocard au PSU, fondée dans la tradition sociale-démocrate sur une alliance avec les partis de gauche; celle dont j'étais, avec, notamment, Jacques Chérèque, de la métallurgie, qui préconisait en priorité l'alliance préalable avec les syndicats, notamment la CGT et l'ensemble des forces populaires.

Vint Mai-68, qui régla la question en notre faveur; le mouvement qui comportait une forte dimension « dégaugiste » était la confirmation de ce que nous pensions: le mouvement populaire devait primer sur les alliances politiques.

Le triptyque que nous mettions en avant – planification démocratique, propriété sociale des principaux moyens de production et d'échange, autogestion – était puissant et original. L'autogestion, en particulier, c'était le socialisme vu d'en bas. Cela signifiait que les travailleurs étaient aussi des citoyens; qu'ils n'étaient pas, sur les lieux de travail comme dans la cité, que des rouages, mais des décideurs. Le mot autogestion n'est plus guère utilisé, pourtant il nourrit toutes les aspirations à la participation que l'on a vues fleurir depuis. Y compris, pour le meilleur, chez les « gilets jaunes ».

Et aujourd'hui? Ceux qui reprochent à la CFDT de pratiquer un « syndicalisme d'accompagnement » sous-entendent que la contestation du capitalisme n'a de sens que dans une perspective révolutionnaire. C'est un leurre: Philippe Martinez (CGT) ne prépare pas la révolution; Mélenchon

EN COUVERTURE

non plus. Ils font semblant. Il est stérile, il est dangereux d'entretenir un imaginaire totalement détaché de toute pratique. Du reste, à l'échelon local ou régional, la CGT signe nombre d'accords. Pour un syndicat, négocier en préservant son indépendance, c'est une nécessité permanente, conforme aux aspirations de la masse des adhérents et des sympathisants. L'ADN syndical de la CFDT, c'est donc la recherche d'un compromis provisoire, qui laisse intacte la capacité de contester les finalités du capitalisme.

Cela dit, par rapport aux années 1970, il y a eu réduction de l'ambition, à mesure que le rapport des forces, à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale, était devenu beaucoup moins favorable aux travailleurs. Pourtant, grâce notamment à Edmond Maire, la CFDT a fait une place nouvelle aux femmes, aux immigrés. Elle a l'ambition de défendre non le travail en soi, mais le travailleur à travers son parcours professionnel singulier, ses conditions de travail – la pénibilité –, sa vie, comme consommateur et comme citoyen, à l'extérieur même de l'entreprise.

La situation est telle que, dans un contexte de domination des forces du capital, le syndicalisme est menacé de mort, selon les mots mêmes de Laurent Berger. Il ne survivra qu'en élargissant le compas et en répondant à l'ensemble des besoins des travailleurs. Le temps n'est plus où il s'agissait seulement, dans une optique marxiste étroite, de lutter pour une meilleure répartition de la plus-value.

Il faudrait d'abord pour cela que le syndicalisme retrouve les chemins de l'unité d'action. Telle qu'elle a été pratiquée dans les années 1970 entre CGT et CFDT, elle a donné des résultats spectaculaires.

Malheureusement, la CGT, tiraillée par des courants gauchistes, est en proie au sectarisme et à la tentation de l'isolement. Elle lance à elle seule des journées d'action qui passent à peu près inaperçues. Quant à FO, minée par ses conflits internes, elle traverse une véritable crise d'identité.

A pratiquer une manière de corporatisme révolutionnaire vide de tout contenu, le syndicalisme s'étiolle. La CGT doit sortir de son isolement, la CFDT doit continuer à se développer. La seule voie d'avenir pour le syndicalisme, au-delà même de la défense des intérêts des travailleurs et de leur protection sociale, c'est la transformation de la société dans le sens d'un humanisme intégral. ■